



## EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 19 FÉVRIER 2015

Direction Générale des Services  
Gestion des Assemblées  
Cohésion Sociale et Ruralité

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	57

Objet de la  
délibération:

**Programme Local  
de l'Habitat -  
Financement du  
parc public 2014**

L'an deux mille quinze le dix neuf février à dix huit heures, *le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jacques LECOINTE, Vice-président de la Communauté d'Agglomération Dracénoise.*

### **PRÉSENTS :**

LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, CHILINI Bernard, BOYER Liliane, MARCY Valérie, PIERRUGUES Gérald, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, MATRAS Fabien, FANELLI Nicole, STRAMBIO Richard, ROUVIER Georges, BACQUET Yves, CARRIERE Christophe, DUFOUR Sophie, AMBROSINO Franck, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, CAYMARIS Alain, CHALOT-FOURNET Christine, FIORINI Francine, GONZALES Nathalie, GUELLATI Malika, HAINAUT Alain, KOUJI-DECOURT Mathilde, LE POULAIN Yves, LEROUX Florence, MAGAUD Fabrice, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, PELASSY Michèle, REGAZZETTI Francine, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SANTONI Jean-Daniel, SENES Sylvain, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain

### **REPRÉSENTÉ(S) :**

Olivier AUDIBERT-TROIN pouvoir à Jacques LECOINTE, Claude PIANETTI pouvoir à Claude ALEMAGNA, Serge BALDECCHI pouvoir à Nicole FANELLI, Alain BOUCHER pouvoir à Valérie MARCY, Gilbert BOUZEREAU pouvoir à Alain VIGIER, Bernard CHARDES pouvoir à Sylvain SENES, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Brigitte DUBOIS pouvoir à Alain HAINAUT, Sylvie FRANCIN pouvoir à Sophie DUFOUR, Marie-Christine GUIOL pouvoir à Malika GUELLATI, Françoise LEGRAIEN pouvoir à Liliane BOYER, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à Florence LEROUX, Christine PREMOSELLI pouvoir à Richard STRAMBIO, Laure REIG pouvoir à Georges ROUVIER

### **ABSENT(S) :**

MARCEL Frédéric, CERET Stéphan, LOEW Grégory, NICCOLETTI Christine, PESCE Thierry, SONNEVILLE David

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

**RAPPORTEUR** : Monsieur Claude ALEMAGNA

25 FEV. 2015

Transmis le : .....

Au Représentant de l'État,  
conformément aux dispositions  
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération  
Dracénoise  
Affiché le 25 FEV. 2015

La Communauté d'Agglomération Dracénoise est délégataire de la gestion de l'aide à la pierre de l'État concernant la construction de logements locatifs sociaux depuis le 1er janvier 2011.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération Dracénoise gère les enveloppes financières allouées par l'État ainsi que les agréments correspondants.

A la suite de la réunion du Comité Régional de l'Habitat en date du 19 février 2014, Monsieur le Préfet de la Région Provence Alpes Côte d'Azur a réparti entre les territoires l'enveloppe consacrée au financement du logement social en assignant à chaque territoire des objectifs quantitatifs de production, réactualisés en cours d'année, soit :

	Objectifs réactualisés au CRH du 22/09/2014	Réalisé
PLAI	84	49
PLUS	209	125
PLS	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>293</b>	<b>174</b>

Au regard de ces objectifs, ont été engagés par la Communauté d'Agglomération Dracénoise, délégataire, au titre de la réalisation de logements sociaux en offre nouvelle :

- 491 028 € au titre de l'enveloppe de base
- 172 086 € au titre de l'enveloppe de surcoût foncier
- 172 086 € au titre de la participation financière d'Action Logement

En termes d'opérations, cette programmation se décline comme suit :

	Maître d'ouvrage	Nombre de logements	Subvention PLAI	Subvention PLUS	Subvention Action Logement	TOTAL
<b>Trans – Route des Arcs - « <i>Villa Garance</i> »</b>	VILOGIA	54	45 152 € 15 824 € SF	107 236 € 37 582 € SF	53 406 €	259 200 €
<b>Lorgues – Boulevard Réal Calamar - « <i>L'enclos</i> »</b>	PROLETAZUR	50	98 770 € 34 615 € SF	42 330 € 14 835 € SF	49 450 €	240 000 €
<b>Vidauban – Impasse les gentianes - Lieu dit Coua de can - « <i>Les gentianes</i> »</b>	Var Habitat	13	25 398 € 8 901 € SF	11 288 € 3 956 € SF	12 857 €	62 400 €
<b>Le Muy – Boulevard des ferrières - « <i>Vaugreniers</i> »</b>	Var Habitat	57	121 346 € 42 527 € SF	39 508 € 13 846 € SF	56 373 €	273 600 €
<b>TOTAL</b>		<b>174</b>	<b>290 666 € 101 867 € SF</b>	<b>200 362 € 70 219 € SF</b>	<b>172 086 €</b>	<b>835 200 €</b>

Conformément aux dispositions prévues par la convention de délégation de la gestion des aides publiques à la pierre de l'État en vigueur, les décisions d'agrément et de financement des opérations de constructions de logements locatifs sociaux sus listées doivent faire l'objet d'un vote par le Conseil d'agglomération afin d'autoriser Monsieur le Président à attribuer et notifier

lesdites décisions.

En conséquence, vu la délibération n° C 2010-130 en date du 16 décembre 2010 portant adoption de la convention de délégation de la gestion des aides publiques à la pierre, vu la programmation 2014 sus-présentée, vu l'avis de la Commission Habitat en date du 29 janvier 2015,

Il est proposé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président à attribuer et notifier la décision de financement relative à la programmation 2014 dans la cadre de la gestion déléguée des crédits de l'État au titre de la construction de logements locatifs sociaux,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout acte et tout document relatif à l'exécution de la présente délibération.

Ces sommes seront imputées sur les crédits inscrits à l'exercice 2015, chapitre 0204, nature 20418 fonction 720.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré, par 54 voix pour  
3 abstention(s) :

AMBROSINO Franck, RUDNIK Thierry, VECCHIO Valéria  
décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 19 février 2015



Olivier AUDIBERT-TROIN

Président  
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.